

Emmanuel Macron : "Ça coûte un pognon dingue". L'Immigration ? Pensez-vous !



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 18 juin 2018

Source [Boulevard Voltaire] « *Ça coûte un pognon de dingue* » a déclaré le Président devant les caméras de sa com' maison. C'est les minimas sociaux qu'[Emmanuel Macron](#) visait-là, à la veille de prononcer son discours sur la protection sociale au congrès de la Mutualité à Montpellier. Dans une vidéo, on voit le Président dans son bureau, en bras de chemise, genre Kennedy, probablement devant ses proches collaborateurs en charge du dossier, raisonner à haute voix sur ce sujet et se poser la question légitime de l'efficacité des aides sociales qui ne permettent pas d'aider à sortir de la misère.

On imagine les conseillers buvant religieusement les paroles du Verbe élyséen et essayant de ne pas en perdre une goutte en les notant frénétiquement sur leurs tablettes, non pas de marbre, mais digitales. Que le Président dans son cercle restreint s'exprime de la sorte n'est pas choquant en soi. De Gaulle, Pompidou, pour ne pas parler de Chirac, empruntaient parfois au registre du corps de garde pour bien se faire comprendre de leur entourage immédiat.

Mais alors pourquoi publier la scène ? Se poser la question de l'utilité de cette mise en scène, tout comme le Président se pose la question de l'utilité des aides sociales. Car ce mot est essentiel, me semble-t-il, si l'on veut comprendre [Emmanuel Macron](#) : utile. Utile à quoi ? À ma réélection, évidemment. En rendant public des propos qui devraient plaire à un certain électorat de droite, plus sensible aux arguments sonnants et trébuchants qu'aux questions dites sociétales, le Président n'en finit pas de passer pour celui qui fait ce que la soi-disant droite n'a jamais osé faire. Oui mais, vous allez me dire, d'un autre côté [Emmanuel Macron](#) risque de se couper un peu plus de sa gauche. Pour parler comme dans une réunion de cabinet élyséen : il s'en fout ! S'il est au second tour de l'élection présidentielle face à un candidat de la droite nationale, la gauche volera à son secours. Comme d'hab ! Alors pourquoi s'gêner et ne pas faire un peu de populisme sur le dos des aides sociales ?

La semaine dernière, dans *Valeurs actuelles*, Éric Brunet s'est essayé à faire la liste (à la Prévert) des aides (sociales). « *Voici, en vrac, un inventaire (très incomplet) des aides que vous financez. Je vous préviens, c'est vertigineux* », nous dit le journaliste en guise d'introduction. La pensée du chroniqueur est évidente : trop d'aides. Sans doute. Et de citer, notamment, la majoration de pension pour les personnes ayant élevé plus de trois enfants, la carte SNCF Famille nombreuse, la conjugalisation de l'impôt sur le revenu, le quotient familial...

Qui aide qui ? Telle est la question que l'on doit se poser. Car à ce petit jeu de la chasse aux aides sociales, on risque bien de tirer sur le mauvais gibier. Et la « droite », une fois encore n'y verra que du feu.

« *Le sujet, c'est pas combien d'argent on met – il faut mettre l'argent qu'il faut – mais est-ce qu'il est efficace* », a déclaré mercredi Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, pour expliquer la parole présidentielle. Si, quand même un peu, non ? Prenez l'aide médicale de l'État qui permet aux étrangers en situation irrégulière de bénéficier d'un accès aux soins. On devrait atteindre le milliard en 2018... Quant à son efficacité : M. Collomb a donné la réponse en évoquant le *benchmarking* des migrants.